

## **Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hauts-de-France**

### **Motion relative au**

### **financement de l'apprentissage dans la Fonction Publique Territoriale**

---

Depuis de nombreuses années, les Centres de Gestion des Hauts-de-France se sont impliqués dans la promotion de l'apprentissage auprès des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. En effet, leurs élus sont persuadés que l'apprentissage est un mode essentiel de formation, de transmission des compétences, un levier d'ascenseur social et d'attractivité de la Fonction Publique Territoriale.

En 2020, les aides de l'Etat et de la Région Hauts-de France, qui sont venues s'ajouter à la prise en charge de 50% du coût de formation par le CNFPT ont permis le déclenchement d'un mouvement de recrutement des jeunes apprentis par les employeurs territoriaux ; cette prise en charge du CNFPT étant prélevée sur le budget nourri par les collectivités territoriales sans compensation à l'époque.

En 2021, un accord « pérenne » a été trouvé entre le Comité des Employeurs Territoriaux, le CNFPT et l'Etat, pour le financement des frais de formation à hauteur de 14 000 contrats par an. Cet accord a conduit les collectivités et leurs établissements à cotiser 0,1% de leur masse salariale auprès du CNFPT pour financer les coûts de formation des apprentis, ce dernier devant abonder ce fonds sur ses deniers normalement consacrés à la formation des agents territoriaux à hauteur de 16 millions d'euros en 2024 (cf. Rapport d'activité CNFPT 2023). L'Etat et France Compétences apportant chacun 15 millions d'euros.

L'engouement pour l'apprentissage dans les collectivités territoriales est aujourd'hui avéré : nationalement, le nombre de contrats dont la formation est financée par cette voie est passé de 8 000 contrats en 2020 à 13 000 en 2022.

En 2023, l'annonce de la diminution de 5 millions par an de la contribution de France Compétences a amené le CNFPT, dans un esprit de rigueur financière, à restreindre l'accès au dispositif pour instaurer un système permettant de répondre aux besoins pour les métiers en tension. Ce système est contraignant pour les collectivités, notamment en terme d'anticipation dans la prise de décision du recrutement d'un apprenti alors que les budgets sont en préparation et le montant de la DGF inconnu. Cette même année, l'Etat, à l'occasion de la loi de finances, a modifié la qualification de sa participation, passée d'obligatoire à facultative.

En 2023, seules 8 141 demandes de prises en charge auprès du CNFPT ont réellement abouti sur les 17 700 intentions initialement déclarées, certains coûts de formation étant financés par les collectivités directement.

En 2024, l'Etat et France Compétences ont confirmé leur désengagement, amenant le CNFPT à recentrer encore son intervention pour ne financer que 5000 contrats, exclure les apprentis de niveau 6 et 7, sur uniquement 37 métiers dits « en tension » et envisager d'introduire, si besoin, un système de pondération au regard du nombre d'Equivalents Temps Pleins Rémunérés inscrits au tableau des effectifs.

Parallèlement, les employeurs privés de moins de 250 salariés continuent de percevoir une aide de 5 000 euros maximum la première année d'embauche d'un apprenti et de 2 000€ maximum pour les plus grosses entreprises.

A l'heure où les collectivités territoriales voient leurs marges de manœuvre se réduire, les Centres de Gestion des Hauts-de-France s'associent pour appeler le gouvernement à trouver un mode de financement pérenne et équitable pour l'apprentissage territorial. Ceci permettrait aux

employeurs publics locaux de mettre le pied des jeunes de leurs territoires à l'étrier de la vie active tout en promouvant les métiers qui sont le cœur du service public et ainsi garantir la continuité du service public de proximité.

Par ailleurs, au-delà du financement, à des fins d'attractivité du secteur public et pour œuvrer au rajeunissement des effectifs, les centres de gestion des Hauts de France réaffirment leurs propositions de simplifier l'accès aux apprentis ayant fait leur alternance au sein des services publics en leur permettant de passer les concours internes ou en créant des épreuves simplifiées d'accès.